

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.558/2/V
DU 21 AOÛT 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 17 août 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

- "- par le fait que la Belgique doit arrêter au plus vite les dispositions afin de se mettre en conformité avec la directive 91/439/CEE, quant à l'obligation de délivrer un permis de conduire aux Belges résidant à l'étranger et inscrits dans un établissement d'enseignement belge;
- par le fait que le modèle de permis de conduire belge doit, sans délai, être adapté conformément à la directive 2006/103/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la politique des transports, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et la Roumanie;
- par le fait que la police locale doit pouvoir, dans le cadre de ses missions d'intervention assurer sans délai la formation pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie C et C+E;
- par le fait que, d'une part, les mesures transitoires prévues par l'article 90^{ter} de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire prennent fin le 31 août 2007 et que, par conséquent, les candidats au permis de conduire G ne seront plus dispensés de l'apprentissage et que, d'autre part, il n'existe pas encore suffisamment d'organismes disposant de l'infrastructure requise pour dispenser la formation imposée de sorte qu'un certain nombre de candidats au permis de conduire G n'auront pas la possibilité de suivre la formation préalable à l'examen pratique et que, par

.../...

conséquent, il convient de prendre sans délai, des mesures pour garantir à tous les candidats l'accès au permis de conduire de la catégorie G et à la conduite des véhicules de cette catégorie."

*
* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 4

Le considérant mentionnant la décision de la Commission du 10 juillet 1996 est inutile, cette décision étant étrangère aux matières réglées par le texte en projet.

Ce considérant sera dès lors omis.

Alinéa 7

Après la mention de l'avis de la Commission européenne, il convient d'ajouter les mots "donné le 24 avril 2007".

Dispositif

Article 1^{er}

Au 4/ de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, en projet, il est proposé, dans un souci de clarté, de préciser que les personnes qui y sont visées sont "les personnes de nationalité belge ... [la suite comme au projet]".

Article 15

La date d'entrée en vigueur prévue peut entraîner, selon la date à laquelle l'arrêté sera publié, une entrée en vigueur rétroactive de celui-ci, ou en tout cas une entrée en vigueur ne respectant pas le délai de dix jours prévu à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que les modalités d'entrée en vigueur d'un texte réglementaire doivent être telles qu'elles permettent à toute personne d'en prendre connaissance avec un délai suffisant pour s'y conformer.

Annexes 1 et 2

1. L'intitulé des annexes, dans la version allemande, contient plusieurs fautes d'orthographe.

Il convient d'écrire "Anlage" au lieu de "Aanlage" et "Führerschein" au lieu de "Fürierschein". De plus, la date s'écrira "23. März 1998" au lieu de "23 März 1998".

2. Également dans la version allemande, la face externe du document comporte une faute d'orthographe : il convient d'écrire "Beförderung gegen Entgelt" au lieu de "Beförderung gegen Engelt".

3. À la fin de chacune des deux annexes, au lieu d'écrire "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...", il convient d'écrire "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...".

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LEWALLE,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.558/2/V
VAN 21 AUGUSTUS 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 17 augustus 2007 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

- "- par le fait que la Belgique doit arrêter au plus vite les dispositions afin de se mettre en conformité avec la directive 91/439/CEE, quant à l'obligation de délivrer un permis de conduire aux Belges résidant à l'étranger et inscrits dans un établissement d'enseignement belge;
- par le fait que le modèle de permis de conduire belge doit, sans délai, être adapté conformément à la directive 2006/103/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la politique des transports, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et la Roumanie;
- par le fait que la police locale doit pouvoir, dans le cadre de ses missions d'intervention assurer sans délai la formation pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie C et C+E;
- par le fait que, d'une part, les mesures transitoires prévues par l'article 90ter de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire prennent fin le 31 août 2007 et

.../...

que, par conséquent, les candidats au permis de conduire G ne seront plus dispensés de l'apprentissage et que, d'autre part, il n'existe pas encore suffisamment d'organismes disposant de l'infrastructure requise pour dispenser la formation imposée de sorte qu'un certain nombre de candidats au permis de conduire G n'auront pas la possibilité de suivre la formation préalable à l'examen pratique et que, par conséquent, il convient de prendre, sans délai, des mesures pour garantir à tous les candidats l'accès au permis de conduire de la catégorie G et à la conduite des véhicules de cette catégorie."

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, bepaalt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Vierde lid

De overweging waarin de beschikking van de Commissie van 10 juli 1996 wordt vermeld is overbodig daar deze beschikking niets uitstaande heeft met de aangelegenheden die door de ontworpen tekst geregeld worden.

Deze overweging dient bijgevolg te vervallen.

.../...

Zesde lid

Na de vermelding van het advies van de Europese Commissie moeten de woorden ", gegeven op 24 april 2007" worden toegevoegd.

DispositiefArtikel 1

Voor onderdeel 4/ van het ontworpen artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs wordt duidelijkheidshalve voorgesteld te preciseren dat de erin bedoelde personen "de personen van Belgische nationaliteit ..." zijn [voorts zoals in het ontwerp].

Artikel 15

De datum van inwerkingtreding die wordt bepaald kan, volgens de datum waarop het besluit wordt bekendgemaakt, een terugwerkende inwerkingtreding ervan meebrengen, of in ieder geval een inwerkingtreding waarbij de termijn van tien dagen bepaald in artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen niet is nageleefd. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat een verordening derwijze in werking moet treden dat eenieder voldoende tijd heeft om er kennis van te nemen en ze na te leven.

Bijlagen 1 en 2

1. Het opschrift van de bijlagen in de Duitse versie bevat verschillende spelfouten.

Er moet worden geschreven "Anlage" in plaats van "Aanlage" en "Führerschein" in plaats van "Fürerschein". Bovendien schrijve men als datum "23. März 1998" in plaats van "23 März 1998".

2. Eveneens in de Duitse versie staat op de buitenkant van het document een schrijffout : er moet "Beförderung gegen Entgelt" worden geschreven, in plaats van "Beförderung gegen Engelt".

3. Aan het einde van de beide bijlagen schrijve men niet "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...", doch wel "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LEWALLE,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN